

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 148 - VENDREDI 29 JUIN 2012

## LA CANAILLE DU FAUBOURG

Le ministre de l'Intérieur appelle les policiers à bannir le tutoiement ?  
Quand les hommes ne peuvent changer les choses, ils changent les mots. (Jean Jaurès).

## AGENDA MILITANT

→ 30 juin

Paris [Tous ensemble !](#)

→ 1<sup>er</sup> juillet

Montreuil [Le grand soir, fête des alternatives](#)

→ 4 juillet

Aubagne [Tous ensemble !](#)  
Rennes [Quel avenir pour les assemblées citoyennes du Front de gauche](#)

→ 7-8 juillet

Evry [Rencontre d'été des Féministes en mouvements](#)

→ 7-11 juillet

Notre-Dame-des-Landes [2<sup>e</sup> Forum Européen des grands projets inutiles et imposé](#)

## À LIRE SUR [communistesunitaires.net](#)

→ **Écologie**

- [Le futur que nous voulons : du local au global, reconquérir les biens communs](#)

→ **Initiatives**

- [Pour une nouvelle politique à l'égard des immigrés](#)

→ **Nouvelle force politique**

[Du mouvement dans le Front de gauche,](#)  
Chr. Aguiton, S. Joshua, R. Martelli

→ **À lire**

[L'Afrique mutilée,](#) A. Dramane Traoré,  
N. M'Dela-Mounier

## Pour un changement radical de braquet

Une fois de plus, la gauche gouvernementale se prend les pieds dans l'Europe. En signant le Pacte dit « *pour la croissance* » mais qui inflige en réalité de nouvelles cures d'austérité plongeant les pays européens dans une récession plus grande encore, François Hollande démarre son quinquennat sous de mauvais auspices pour le changement véritable. Le candidat qui voulait « *donner du sens à la rigueur* » se moule sans difficulté dans la doxa de la réduction des dépenses publiques, du gel des salaires et pensions, de la précaution à l'égard des marchés financiers qu'il ne faudrait pas effrayer. Le séminaire gouvernemental se clôt sur une triste perspective pour chaque ministère : sabrer au plus vite dans son budget. Pouvait-il en être autrement ? Chacun le sait : on ne gagne que les batailles que l'on mène. La social-démocratie européenne n'est visiblement pas déterminée à combattre l'austérité qui produit son lot d'inégalités sociales, de récession économique et, en bout de course, de creusement des déficits publics. Elle ne se met pas en situation de défendre une autre réponse à la crise, fondée sur l'affrontement avec la finance, le partage des richesses et le changement de modèle de développement. Les exemples italiens et espagnols en témoignent. Le commentaire de leaders socialistes devant la perspective d'une victoire de Syriza en Grèce est tout aussi symptomatique : aussi ahurissant que cela puisse paraître, nous en avons entendu se féliciter de l'alliance entre le Pasok et la droite, empêchant ainsi la gauche radicale de prendre les rênes du pays. La question est bel et bien celle des marges de manœuvre dans un monde gangrené par la globalisation et dans une Europe minée par trente ans de politiques néolibérales. Nul ne peut dire que la tâche est facile. Mais il est clair qu'il n'y aura pas d'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre sans changement radical de braquet. Au lieu de baisser les bras en prétendant comme François Hollande se situer « *du côté du possible et pas du souhaitable* », la gauche doit être tenace et déterminée pour apporter des réponses radicales et neuves pour faire face aux crises profondes que nous traversons. Elle doit rechercher l'appui du peuple comme acteur à même de modifier le rapport des forces. Le Front de gauche s'est donné cette ambition. Encore faut-il amplifier son ancrage, sa lisibilité, son utilité... Pour qu'il puisse à la fois arracher au plus vite des conquêtes sociales et se constituer pour l'avenir en recours à gauche. La présidentielle a montré le potentiel. Ce n'est qu'un début.

● Clémentine Autain

## Assemblées citoyennes : bilan contrasté, ...volonté de poursuivre

**À l'heure des bilans d'une première phase de vie, des questionnements sur l'à venir, la plupart des assemblées citoyennes qui ont pris racine entendent "ne rien lâcher". Quelques illustrations.**

**E**n novembre 2011, *Cerises* avait consacré un dossier aux assemblées citoyennes en gestion (1). Il y était évoqué « la diversité des situations, les potentialités comme les obstacles et les contradictions » ainsi qu'« un frémissement certain de la volonté d'action, du besoin d'engagement citoyen que traduit la venue, en majorité, de personnes non adhérentes à des formations politiques : jusqu'à présent "en marge du champ politique traditionnel", ou s'investissant à des degrés divers dans l'associatif ».

À l'issue d'une première phase d'existence, qu'en est-il ? À première vue, la carte des assemblées citoyennes sur le site

placeaurope2012.fr donne à penser que les "AC" se sont multipliées. Mais les informations données par un clic sur chaque "borne" de cette carte montrent à elles seules leur disparité - création à partir d'un collectif citoyen pré-existant ou "dérivé" d'une formation politique -, voire leur inexistence, mention étant souvent faite pour beaucoup des seules circonscriptions électorales. Une carte en trompe l'oeil, pourrait-on dire et qui illustre « l'insuffisance des espaces politiques locaux laissant une véritable place à la délibération et à l'initiative citoyennes » que relevait Gilles Alfonsi dans le précédent numéro de *Cerises* poursuivant : « Dans une large majorité des circonscriptions, les assemblées citoyen-



Carte interactive du site [placeaurope2012.fr](http://placeaurope2012.fr)

nes ont été conçues comme des comités de soutien aux candidats du Front de gauche (avec le glissement vers des "assemblées de circonscription"). Cela n'efface cependant pas les expériences prometteuses qui ont eu lieu dans de nombreux départements. »

C'est aussi une image contrastée que donnent les quelques textes ci-dessous rédigés par des animateurs d'assemblées citoyennes.

● M.K.

## Premières réflexions sur les assemblées citoyennes dans le Calvados

**R**emarques préliminaire : dès notre arrivée dans le comité de liaison départemental du FDG, nous avons proposé des assemblées citoyennes sur des thèmes dette et santé. Cette proposition a été retenue et nous avons été actifs dans la

mise en œuvre avant le début de la campagne (octobre et novembre) (2).

Les assemblées citoyennes recouvrent des réalités et des pratiques très différentes, de la simple appellation d'une réunion de campagne classique à des

formes plus proches de ce que nous souhaitons.

### Les assemblées thématiques

- sur la dette : elle marque le début du processus
- sur la santé : précédée d'un appel ●●●

(1) *Cerises* n°123 - 25 novembre 2011 <http://www.cerisesenligne.fr/archive/?year=2011>

(2) Compte-rendu rédigé dans le cadre de la Fédération pour une alternative sociale et écologique.

●●● à contribution aux syndicalistes, associatifs, professionnels de la santé, la première session a vu une participation importante (80) et diversifiée avec des contributions réelles. Mais elle est restée trop centrée sur le bilan et l'analyse avec seulement des pistes de propositions. Nous n'avons pas pu (manque de forces) créer les conditions d'un comité permanent si bien que la seconde session en février a été beaucoup moins dynamique (30 à 40), malgré l'intervention introductive de Françoise Nay de la coordination des hôpitaux et maternités de proximité. Une reprise semble possible à la rentrée ( budget, LFSS...).

- sur l'emploi, le PCF a pris l'initiative d'inviter Didier Le Reste et des syndicalistes des entreprises du secteur. Si les interventions d'introduction ont pris sans doute trop de temps, la participation des syndicalistes a été réelle. Par exemple, des militants CGT de Pôle Emploi ( qui avaient déjà participé à une visite de Pierre Laurent) sont intervenus sur les manques du programme partagé sur les questions qui intéressent les chômeurs...

### **La lente gestation des assemblées citoyennes**

La majorité a été organisée en sollicitant la participation des organisations composant le Front de gauche : nous sommes ainsi intervenus dans des lieux où nous ne sommes pas présents. La contrepartie, c'est que l'organisation est restée sous forme cartellisée.

Dès le début de la campagne une réunion

publique a été organisée avec P. Laurent et M. Billard : nous avons fait le choix de n'envoyer qu'un "local" chargé en plus de l'intro, nous avons souhaité laisser une large place au public : interventions trop longues des intervenants de la tribune ( présidence PCF, Pierre Laurent et Nicolas Benies...), la majorité des intervenants restaient dans un rapport questions/réponses, les interventions sur la stratégie étaient encore trop l'apanage des " organisés".

**Les réponses à apporter ne sont pas à notre sens "comment encarter les non-encartés" mais quels espaces de travail ouverts mettons-nous en place : ateliers citoyens pour suivre le travail parlementaire ? Assemblées citoyennes thématiques ou espaces de débat politique global ?**

Forts de cette expérience nous avons fait sur Caen une AC sans thème précis ( "Qu'est ce que le Front de gauche ?") ou plutôt ouverte à tous les sujets avec une intro minimale sur le cadre des Assemblées citoyennes. Difficile à animer, trop grande place encore des "organisés", peu de dynamique ( personne n'a posé la question d'une suite.

Au fil des réunions plus locales, la dynamique a, dans nombre de cas, conduit d'une réunion publique électorale traditionnelle à un contenu plus citoyen :

- sur Bayeux déjà, la première réunion début février ne s'était pas limitée au sujet prévu ( la politique agricole avec un spécialiste national du PCF), mais on y avait abordé les questions d'alliances, de stratégie ... 2 mois après le contenu est bouleversé et des propositions sur l'industrialisation "surgissent" du public.

- À Ouistreham, lors d'une réunion des présidentielles, avec le futur candidat député, des syndicalistes sur Renault Trucks et Pôle Emploi, les présents imposent le débat sur le second tour et le désistement, et le peu de place de l'écologie.

- Dans une AC à Caen en fin de campagne législative, des personnes présentes font une demande explicite de donner une suite au Front de gauche et proposent d'y participer : une discussion s'engage sur les formes de participation

- D'autres assemblées existent à Orbec les bains et à Deauville et ailleurs

En plus de ces AC, nous avons initié 2 apéros citoyens ( un quartier et centre ville) où toutes ces discussions ont eu lieu.

### **Premier bilan**

Difficile à dresser car il est indissociable des suites qui seront données (réunion est prévue le 4 juillet), néanmoins quelques éléments :

- le nombre d'AC a été important ●●●

●●● (60 ?) compte tenu du fait que d'autres activités ont eu lieu (interventions sur les marchés ou les quartiers, meetings plus classiques, bus pour Rouen et Paris...). C'est beaucoup plus que les campagnes antérieures et du même ordre qu'en 2005.

- le nombre de participants a été là aussi supérieur même s'il s'agissait principalement de militants ou d'anciens militants alors que c'était beaucoup plus divers dans les bus (effet Mélenchon ? Mode de participation plus populaire?). A l'exception de la CGT, nous avons noté une

très faible participation syndicale et associative, quasi absence des militants de SUD Solidaires et de la FSU sauf dans les 1<sup>ères</sup> AC Santé et dette hors campagne. Même chose pour le secteur associatif (bien sûr les camarades membres des organisations du Front de gauche et syndicalistes ou associatifs étaient présents,)

- comme indiqué plus haut le type de participation a évolué au cours des campagnes et la volonté de participer est plus marquée vers la fin. Les formes festives, conviviales ou thématiques semblent

l'emporter chez celles et ceux étaient le plus loin de la politique. Mais au total il y a de l'intérêt pour des espaces de débat et de lutte citoyens et politiques.

Nous travaillons sur les réponses à apporter qui ne sont pas à notre sens "comment encarter les non-encartés" mais quels espaces de travail ouverts mettons-nous en place : ateliers citoyens pour suivre le travail parlementaire ? Assemblées citoyennes thématiques ou espaces de débat politique global ?

● Etienne Adam

## Nancy et sa grande couronne : Comment poursuivre la dynamique ?

**A**près 2 réunions de préparation à Nancy (la première le 21 janvier, une quarantaine de personnes dont 2/3 non encartées), le groupe a choisi de tenir 3 Assemblées citoyennes autour de Nancy ; d'abord, en mars, sur «les alternatives politiques au capitalisme» puis en avril "la crise, la dette, Mélenchon, la solution ?"

La dernière, le 23 mai, avait pour sujet : "Comment poursuivre la dynamique du Front de gauche après la campagne présidentielle."

A l'issue de celle-ci, un groupe de 10 personnes (toutes non encartées) travaille sur les statuts d'une association qui devrait couvrir Nancy et sa "grande couronne". Avant la fin juin, nous aurons donc créé cette association ; elle ne fonctionne pas du tout comme un comité de soutien aux candidats ; elle est d'ailleurs sur plusieurs circonscriptions.

Certains ont fait la campagne, d'autres ne sont pas enthousiastes, n'ayant pas été associés aux choix des candidats ou des orientations politiques défendues localement.

La FASE est très "moteur" mais ne "dirige" pas ; il y a aussi un peu de PG et

**Certes,  
nous sommes soulagés  
d'avoir battu Sarkozy,  
mais nous savons  
aussi que sans notre  
mobilisation rien  
n'est gagné contre les  
puissances de la finance,  
notamment du fait  
de la situation  
économique et sociale  
générée par les crises  
dans toute l'Europe.**

parfois des PC ... qui regardent essentiellement ; il n'est pas question d'aller contre les partis mais de faire entendre une voix citoyenne, autre que celle du

parti dominant. Participer ne doit pas se limiter à la distribution des tracts ...

Dés que la structuration sera établie, nous devrions rencontrer les organisations qui composent le CLP en 54. Nous communiquerons alors les noms des responsables de l'assoc ainsi que les actions prévues et décidées.

Nous concernant, dans l'état de nos réflexions, nous devrions proposer que les AC fassent office de "groupes locaux" et siègent donc au sein du CLP. La "charte" le prévoit et dit aujourd'hui que 2 représentants de chaque groupe local peut représenter. Nous proposerons de modifier ce texte afin que "citoyens" et "partis" soient traités à équivalence.

A suivre !

● Philippe Leclerc

(Gauche alternative 54 – FASE - Compte-rendu rédigé dans le cadre de la Fédération pour une alternative sociale et écologique.)

## Paris 20<sup>ème</sup> : Assemblée citoyenne, on continue !

Cette première Assemblée citoyenne après la dernière séquence électorale avait d'abord pour enjeu de tester la volonté de celles et ceux qui s'étaient retrouvés dans le Front de gauche depuis des mois de continuer à se rencontrer non seulement pour faire des bilans mais surtout pour faire face aux défis de la situation actuelle. Nous avons pu constater que l'unité réalisée ces derniers mois dans le cadre du Front de gauche entre différentes composantes politiques et l'ouverture aux non-encarté-e-s avaient porté leurs fruits : près de 80 participant-e-s !

En effet, Sarko viré ( et quel soulagement!), nous sommes toujours confrontés aux effets des crises et "vague rose" n'est pas synonyme de "vie en rose". SMIC, chômage, licenciements, logement, expulsions, Pacte budgétaire, etc. : pas de vrai changement à ce stade !

Il faut donc dès maintenant s'organiser pour amplifier la pression. Et pour cela poursuivre la dynamique du "toutes et tous ensemble". Les interventions se succédèrent sur les campagnes à lancer et sur la manière de fonctionner : permettre à toutes et tous d'avoir son mot à dire pour agir.

Dès la fin de l'Assemblée furent annoncés de nombreux rendez-vous de luttes ainsi que la date des "Estivales d'été" à Grenoble les 25 et 26 août pour une rencontre nationale des composantes politiques et de toutes les structures du Front de gauche : fronts des luttes, fronts thématiques, conseil national, assemblées citoyennes et collectifs locaux.

● Michel Rousseau

## Martigues : démocratie, n'ayons pas peur !

Septembre 2011: la FASE rejoint le PCF et le PG au sein du Front de gauche. En novembre, la première assemblée citoyenne réunit plus de 200 personnes. Les suivantes confirment cet élan.

Certains doutaient: "Prenez le pouvoir", faut-il respecter ce mot d'ordre à la lettre? Une réunion sans thème précis, est-ce possible ? Ne doit-on pas maîtriser les interventions ? Et la salle ? Un cercle, sans tribune ? mais le maire, candidat député, doit-il occuper une place singulière ?

### Tract d'invitation 26 juin 2012 Assemblée citoyenne Paris 20<sup>e</sup>

- Texte de l'invitation :  
« Après les bons résultats du Front de gauche dans le 20<sup>ème</sup> : 14,50%, notamment du fait de l'unité large réalisée pendant les campagnes électorales et dans les collectifs unitaires de cet arrondissement, nous sommes décidés à continuer ensemble.

Certes, nous sommes soulagés d'avoir battu Sarkozy, mais nous savons aussi que sans notre mobilisation rien n'est gagné contre les puissances de la finance, notamment du fait de la situation économique et sociale générée par les crises dans toute l'Europe.

C'est donc tout naturellement que nous voulons prolonger la dynamique unitaire dans le cadre de l'Assemblée citoyenne du 20<sup>ème</sup>, pour ancrer, élargir et renforcer le Front de gauche dans notre arrondissement.

- Quel bilan pouvons-nous faire des élections présidentielles et législatives ?

- Quelles suites pour le Front de Gauche ?

Ce seront les thèmes principaux de nos échanges lors de la prochaine Assemblée citoyenne du Front de gauche 20<sup>ème</sup>.



Au fur et à mesure, la confiance est venue.

Non, cette femme qui crie sa détresse, parce qu'avec 600 euros par mois, elle n'a pas encore de HLM, n'est pas une ennemie de la municipalité communiste. Elle découvre que nous sommes à ses côtés. Elle mènera campagne avec nous.

Non, la tribune n'est pas de mise, le maire, et les élus, sont à leur place parmi les participants, leurs interventions n'ont pas besoin de chaire pour être appréciées. ●●●

●●● Oui, on invite au collectif de travail du Front de gauche les personnes qui se sont inscrites pour participer à la campagne, et l'efficacité est renforcée.

Non, la parole qui circule librement n'est pas un gâchis, il n'y a pas de thème précis, pourtant on se parle, on s'écoute, on construit et tout le monde en redemande.

On construit cette force neuve, autonome et conquérante, qui poursuit son but, bâtir tous ensemble une société d'émancipation.

A Martigues, on aime les assemblées citoyennes : la prochaine se tient vendredi prochain. On lâche rien !

● Nanie Bellan



L'assemblée citoyenne, premier acte électoral jeudi soir à la Salle du Orbs

Première assemblée citoyenne de Martigue

## Rennes : Pas mal le bilan mais encore du boulot

L'assemblée citoyenne rennaise a à son actif une douzaine de réunions, des rencontres avec des salariés en lutte contre une fermeture d'entreprise, avec lesquels nous avons élaboré un journal, d'autres en lutte contre un plan de licenciement, des liens avec différents collectifs (collectif de soutien aux personnes sans papier, collectif anti-précarité, association citoyenne d'un canton du département où le FN a fait un score important), une initiative publique autour de la diffusion du documentaire *Mains brunes sur la ville*, la convergence de plus de 100 militants de différents réseaux, et bien sûr l'implication de nombre de ces militants dans les différentes initiatives de la campagne des présidentielles et des législatives.

Pas mal finalement comme bilan!

Pour autant il reste des obstacles à lever. D'abord une vraie reconnaissance par les organisations du Front de gauche de l'utilité de cet espace politique, une

implication des militants de ces organisations, qui tout au long de la campagne électorale ont privilégié les actions de leur parti, la possibilité pour des militants hors organisation de participer au comité

**Des collectifs  
du Non,  
aux assemblées  
citoyennes,  
l'expérience montre  
que c'est lorsque  
nous devenons  
incontournables qu'on  
nous écoute!**

de liaison départemental et donc de peser dans les décisions du Front de gauche. Et là, il y a encore du boulot!

Mais pour obtenir cela, il faut gagner en autonomie de décision : il nous est arrivé de ne pas organiser une initiative publi-



Journal de l'AC rennaise réalisé avec les travailleurs licenciés de Paru-Vendu

que parce que nous ne sentions pas suffisamment le soutien des organisations du Front de gauche. Des collectifs du Non, aux assemblées citoyennes, l'expérience montre que c'est lorsque nous devenons incontournables qu'on nous écoute!

● Sylvie Larue

# Technicolor

**C**inq cent cinquante ingénieurs et techniciens travaillent au centre de recherche et développement de Cesson-Sévigné près de Rennes.

Depuis plusieurs mois, ces salariés hautement qualifiés luttent contre un plan de licenciement prévoyant 44 suppressions de postes, en réalité 170 si l'on prend en compte l'activité des prestataires de services utilisés par ce centre de recherche et développement.

Convergences avec les salariés d'Angers dont le site a été mis en liquidation judiciaire, débrayages, manifestations, interpellation des candidats à l'élection présidentielle, les salariés cessonais ont fait entendre leur voix dans le débat public et dans la rue. Ce dossier fait partie des dossiers chauds d'Arnaud Montebourg.

De Thomson à Technicolor, un peu d'histoire

Au début du 20<sup>ème</sup> siècle, Thomson est une filiale française d'un groupe américain spécialisé dans les équipements de production et de distribution d'électricité. Dans les années 50, la filiale s'autonomise par rapport aux USA et devient française. Elle s'oriente vers la fabrication de matériels électroniques et audiovisuels. Deux grands secteurs seront développés : l'électronique grand public et les équipements à vocation militaire qui donneront naissance à deux branches industrielles Thomson CSF qui devient plus tard Thales, et Thomson multimédia qui deviendra Technicolor.

En 1982, le groupe Thomson est nationalisé. C'est alors un conglomérat qui fabrique aussi bien des lampes, des téléviseurs, de l'électroménager que des systèmes militaires et qui emploie plus de 100 000 salariés. L'entreprise est endettée, l'État se désengage de plusieurs activités et rachète RCA fabricant américain de téléviseurs, détenteurs de nombreux brevets.

De la nationalisation à la privatisation en passant par une forte contraction de l'activité, cessions, restructurations, au final l'État actionnaire se comporte comme les actionnaires privés sous la pression de l'internationalisation de la concurrence. En 2000, l'État n'est plus majoritaire dans le capital de l'entreprise. En 2003, il n'y a plus que 60 000 salariés et aujourd'hui 16 000.

En 1996, Juppé a même tenté de vendre Thomson Multimédia contre un franc symbolique après recapitalisation de l'État à hauteur de 11 milliards.

Tout au long de ce processus, l'activité de Thomson s'est recentrée sur la conception et la fabrication de systèmes nécessaires à la création, la diffusion et la sécurité des contenus audiovisuels des acteurs des médias. La plupart des activités de production ont été délocalisées en Chine ou en Inde. Technicolor Angers (330 salariés), dernier centre de production de décodeurs numériques, qui a récemment perdu le marché de production des box de France Télécom, est mis en liquidation judiciaire. Grâce à la résistance des salariés, au soutien des élus locaux, le tribunal de Nanterre a décidé aujourd'hui de maintenir l'activité jusqu'en septembre pour trouver un éventuel repreneur.

Dans ce marasme, le fond d'investissement Vector capital en concurrence avec la banque Morgan a été choisi pour la recapitalisation de Technicolor. L'affaire doit donc être encore juteuse !

Les salariés de Cesson ont choisi de se battre pour 0 licenciement. Ils ont gagné au prix d'un recul sur les droits acquis en matière de RTT pour tous les salariés. Jeudi dernier, JF syndicaliste de Solidaires est venu à l'assemblée citoyenne du Front de Gauche et nous avons débattu avec lui des convergences que nous pourrions construire pour trouver d'autres solutions que la soumission aux diktats des actionnaires qu'ils soient privés ou publics. La relance de l'activité à Technicolor ne pourra se faire qu'en réduisant la marge et le pouvoir des actionnaires.

Reste à faire en sorte que tous ensemble nous portions cette exigence.

On ne lâche rien.

Rennes le 28/06/2012

● Sylvie Larue

**Le doigt dans le clafoutis****La majorité séditeuse**

C'est fou comme parfois les conversations tournent lors des repas entre amis d'opinions différentes. Nous discutons l'autre samedi d'un incendie (5 morts) dans un immeuble insalubre loué à prix d'or par un marchand de sommeil. Le temps d'aller chercher un poulet à la cuisine, voilà que la tablée s'était mise à parler de l'archevêque de Canterbury, un type qui ne mâche pas ses mots (1) contre les politiques libérales des conservateurs et des travaillistes de Grande-Bretagne. Le sé-cateur oublié ? La volaille fut découpée en attaquant un débat contradictoire sur la dette grecque, puis sur l'Allemagne.

Même topo au dessert : en deux minutes, histoire de défourner un clafoutis aux cerises (si !), les gaz de schiste du fromage avaient laissé place au smic (2) et son fabuleux « *coup de pouce* » de 20 centimes/jour. Le café fut le moment du babil à propos de la ronron thérapie. Après avoir mangé ses croquettes, le chat couleur puce nous contempla alors d'un air réservé. Le vin rouge Garance acheva de délier les langues. Le cinéma, la vieillesse, Jean-Louis Trintignant... En mémoire, cette phrase du comédien (3), comparant le communisme avec le pari de Pascal : « *Il était impensable que cette doctrine puisse triompher, mais s'il avait existé la moindre chance de réussite, ça aurait été tellement plus beau que toutes les autres idées politiques et économiques. C'est pour cela que j'ai pensé communiste.* » Plus loin : « *Tu as raison, nous ne sommes pas prêts à être communistes. Pas encore, c'est trop tôt !* »

Bref, philosophie, social, écologie, économie, culture formaient dîner. De perchoir, de République et de majorité, il ne fut pas question. Nous étions, comme la plupart des gens normaux et non normaux, dans la vraie vie. Or, tout semble être dorénavant dans ce mot : « majorité ». Certes, une majorité des convives s'était débarrassée de Sarkozy par exemple. De là à dire que ceux-là avaient sauté pieds joints dans la majorité présidentielle, gouvernementale ou parlementaire... il y avait un canyon. En réalité, l'essentiel entre nous n'était pas là. Mais dans ce débat d'idées sur le souhaitable et le possible dans l'univers du capitalisme mondialisé.

D'où naîtra un nouveau projet de société ? De « majorités électorales » non élues par 44 % d'abstentionnistes et élues sans proportionnelle par les votants ? Ou de la société telle que nous la voulons, sans passer d'abord – le mot est important – par le prisme des chambres et cagibis républicains ?

● **Philippe Stierlin**

(1) *Foie dans la sphère publique* par Rowan Williams. <http://www.guardian.co.uk/uk/2012/jun/23/rowan-williams-big-society-cameron?INTCMP=SRCH>

(2) 0,6 % hors inflation

(3) *Jean-Louis Trintignant*, Du côté d'Uzès, entretiens avec André Asséo, Éditions du Cherche-Midi - mai 2012 - 16 €.

**L'image de la semaine**

**Espagne : « Nous croyons dans l'utopie parce que la réalité nous paraît incroyable »**





# Rio+20 : la finance exulte, les peuples sont oubliés

**Z**éro pointé. Le bilan de la Conférence des Nations-Unies sur le développement durable, qui s'est achevée vendredi dernier à Rio, est calamiteux. La déclaration finale adoptée par les 191 pays représentés est certes gavée de bonnes intentions : lutte contre la pauvreté, changement des modes de production et de consommation, nécessité de la coopération internationale, impératifs démocratiques...

Mais face à l'urgence écologique et sociale, pas un seul engagement chiffré n'a été pris, ni sur le plan économique et financier, ni méthodologique, ni en termes de calendrier. On pourrait dire que le compte n'y est pas. C'est pire : il n'y a pas de compte.

Cette quasi-totale absence de mesures contraignantes entérine l'abandon par les États du combat pour la survie de l'humanité sur notre planète. Leurs représentants ont remis les clés de la maison-terre à la finance internationale.

Un joli coup médiatique orchestré par un gouvernement brésilien, qui tend une fois de plus la main aux marchés. Après avoir négocié son texte directement avec les pays du G20 plutôt qu'avec ceux de l'ONU, le Brésil - qui maîtrise l'agenda diplomatique de la Conférence - a imposé ce texte, qui précise notamment qu'il ne pouvait s'agir « d'un ensemble de règles strictes ». Barack Obama et Angela Merkel n'ont pas à regretter de ne s'être pas déplacés à Rio : Dilma Rousseff, la présidente brésilienne, a fait le boulot à leur place.

La question de l'eau est symbolique de ce qui s'est passé à Rio : le droit universel à l'accès à l'eau n'est même pas mentionné dans la déclaration. Les États-Unis, la Chine, le Brésil et quelques autres ont mis une telle pression qu'un tour de passe-passe a abouti au retour à la souveraineté nationale pour la gestion de l'eau.

Les lobbies industriels, pétroliers et financiers ont joué à plein. Ils ont littéralement pris le contrôle d'une partie des négociations. Ce sont leurs principes et leurs demandes qui sont aujourd'hui repris en grande partie dans le texte de la conférence.

La majorité des ONG parties prenantes du processus onusien se sont désolidarisées du document final. Elles ne l'ont pas signé, ont vivement protesté mais n'ont pas osé quitter le sommet, ce qui aurait sans nul doute donné plus de poids à leur mécontentement. Comme si leurs dirigeants craignaient de n'être dès lors plus invités aux tables de négociations dans les plus hautes sphères étatiques. Comme s'ils ne se rendaient pas compte que cette intégration institutionnelle les prive de leur autonomie et les rend d'une certaine manière complices de la financiarisation et du *greenwashing*.

De leur côté, le gouvernement français et l'Union européenne ont capitulé. François Hollande parle d'un « pas dans la bataille de l'environnement ». S'il y a bien eu des avancées au cours des vingt dernières années, force est de constater qu'à Rio+20, le *buen vivir* a fait deux pas en arrière ! La conférence est à nouveau un échec pour créer l'Organisation mondiale de l'environnement et, surtout, l'économie verte est définie comme celle qui permettra au capitalisme de poursuivre la prédation sur l'environnement. Au même moment, l'éviction de Nicole Bricq du ministère de l'Écologie par Jean-Marc Ayrault est un mauvais signe pour les écologistes que nous sommes. Celle-ci avait eu le malheur de vouloir résister aux sociétés pétrolières et ne voulait notamment pas donner un blanc-seing à Shell pour ses permis d'exploitation au large de la Guyane.

Il reste à nous retrouver les manches en participant activement aux mouvements



**Le Sommet des peuples a rassemblé des dizaines de milliers de militantes et de militants à Rio, en parallèle de la conférence officielle de l'ONU. Crédit photo : João Zinclar (Ação Juventude)**

sociaux et environnementaux, pour les droits universels d'accès à l'eau, à la souveraineté alimentaire, au logement, et pour la reconnaissance des droits sociaux pour tous, la nécessité de changer nos modes de production et une économie au service de l'Humain d'abord et non assujettie aux logiques de profit.

Le rapport de forces se reconstruit aussi dans le développement des alternatives concrètes sur les territoires : régies publiques de l'eau, coopératives locales de production d'énergie, monnaies sociales... autant de laboratoires qui montrent chaque jour qu'un autre monde est possible.

A l'échelle nationale, nous poursuivons notre bataille pour la mise en œuvre d'une planification écologique, qui devra prendre la forme d'un processus démocratique ascendant et descendant, des territoires au sommet de l'État.

Tout en menant le combat au plan européen, nous voulons faire de la France un exemple en matière de rupture avec le productivisme et de pratiques politiques alternatives. Répondre aux urgences et œuvrer pour le long terme. Voilà le défi qui nous attend. Je ne doute pas que le Front de gauche saura le relever. C'est sa responsabilité. Aucune autre force politique n'est aujourd'hui engagée dans cette voie autonome et porteuse d'une dynamique populaire.

● **François Longéras**

Militant écologiste  
Secrétaire national du Parti de gauche  
Co-animateur du Front de gauche de l'économie sociale et solidaire

**Mouvement social : les Israéliens en redemandant.** A l'été 2011, le "mouvement des tentes" des Indignés israéliens avait révélé la situation de crise sociale du pays et l'existence de nouveaux questionnements politiques. Un an après, dans le contexte d'une manifestation violemment réprimée le 23 juin, 69 % d'Israéliens approuve la résurgence de la contestation : 67 % estiment que rien n'a changé en matière de justice sociale, 16 % considèrent que la situation s'est aggravée, 15 % qu'elle s'est améliorée. (D'après Haaretz du 26 juin.)



Manifestation du 23 juin 2012

**Égypte : une nouvelle étape.** «... l'Égypte de l'après 25 janvier 2011 a profondément changé et ...un retour à l'ordre ancien n'est plus possible. Mais la lutte continue et ce scrutin n'est qu'une étape dans la longue transition entamée depuis la chute du président Hosni Moubarak. » L'analyse d'Alain Gresh (sur place) - avec de nombreuses références complémentaires - à lire pour percevoir toute la complexité d'une situation et échapper au schématisme de l'image simplificatrice donnée par les médias dominants : <http://blog.mondediplo.net/2012-06-25-L-Egypte-entre-revolution-et-contre-revolution>

**Des chemins d'émancipation à Avignon/Off.** « Au Villard, depuis la mort du vieil agriculteur Joseph Barbayer, tout le monde est en effervescence, à commencer par le conseil municipal. Il y a de quoi : il a légué tout son patrimoine à la commune à la condition d'y instaurer le communisme !

*C'est l'histoire d'un village, de son café du commerce, sa chorale, ses habitants, d'Émilie et Martin, amants pris dans la valse de la vie.*

*L'héritage, conte théâtral, repose à sa manière la question des chemins d'émancipation. Peut-on transformer la réalité ? »*



«... Cette capacité à faire pousser l'absurde dans le terreau du familial, une manifeste tendresse pour notre petite humanité et le rare tour de force d'atteindre la légèreté sans renier la conviction. Un bel équilibre, une cohérence de l'intention, des moyens et du fond...» Jacques-Olivier Badia, *Le clou dans la planche*

Du 7 au 8 juillet 2012 – Relâche les 16 et 23 juillet

**Compagnie Le Pas de l'oiseau**

Interprète : Laurent Eyraud-Chaume

Direction d'acteur : Amélie Chamoux, Nathalie Tison

Collaboration artistique : Pépito Matéo

Création sonore : Jabuz

Création lumière : Olivier Chamoux

Théâtre de la Bourse du Travail CGT

Réservations : 06 87 34 82 87

Infos pratiques : [lepasdeloiseau@wanadoo.fr](mailto:lepasdeloiseau@wanadoo.fr) - [www.lepasdeloiseau.org](http://www.lepasdeloiseau.org)

Cerises est édité  
par les Communistes unitaires  
Noyau de Cerises: Gilles Alfonsi  
Gilles Boitte, Michèle Kiintz  
Roger Martelli, Philippe Stierlin  
Catherine Tricot, Zarz  
[contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)  
[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)